Présidence de la République Commissariat à la Sécurité Alimentaire		APCAM/MSU/USAID Projet de Mobilisation des Initiatives en matière de Sécurité Alimentaire au Mali (PROMISAM)

PROMISAM

PROJET DE MOBILISATION DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU MALI

http://www.aec.msu.edu/agecon/fs2/mali_fd_strtgy/index.htm

Rapport annuel

Octobre 2004 - Septembre 2005

Bamako

Participants de communes de la région de Gao à l'atelier de formation des formateurs du PROMISAM sur le développement de plans de sécurité alimentaire au niveau local.

RÉSUMÉ

Le projet de mobilisation des initiatives en matière de sécurité alimentaire au Mali (le PROMISAM) a commencé à la mi-septembre 2004. Son objectif est de soutenir le Mali dans la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie nationale de sécurité alimentaire, la SNSA. Financé initialement pour une année par le Programme de croissance économique accélérée de USAID/Mali, le PROMISAM est exécuté par Michigan State University, à travers l'accord de coopération pour la sécurité alimentaire III. Le PROMISAM avait trois objectifs pendant sa première année :

- Fournir des services de conseil et de développement de capacité pour aider à établir les organismes de coordination et de consultation technique chargés de la mise en application de la SNSA. Le PROMISAM s'est attaché en particulier à (a) aider le nouveau Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), institué auprès de la Présidence de la République, à renforcer ses compétences analytiques et opérationnelles et (b) travailler avec le CSA pour aider les communes et les cercles dans les régions de Gao et de Sikasso à développer leurs propres plans locaux de sécurité alimentaire.
- Aider simultanément au développement d'un plan de sécurité alimentaire national malien intégré et dynamique et à la création de la capacité analytique du CSA et de ses partenaires locaux pour développer des plans d'action locaux et de suivi de performance.
- Créer et renforcer un centre de documentation pour la sécurité alimentaire au CSA.

Les indicateurs principaux du succès du PROMISAM pendant l'année:

- Le gouvernement malien, à travers le CSA, a réaffirmé qu'arriver à une sécurité alimentaire *durable et de long terme* est *l'objectif central* de la stratégie de développement du Mali.
- Toutes les entités clés de mise en œuvre de la SNSA au niveau national ont été établies et sont fonctionnelles, ainsi que toutes les entités régionales et locales dans les régions de Gao et de Sikasso.
- Le CSA a réussi à mettre en œuvre certains éléments de la SNSA visant à établir une sécurité alimentaire structurelle à long terme tout en contrôlant simultanément une crise alimentaire sévère en 2004/2005.
- Les 24 communes et les 4 cercles de la région de Gao ont mené à bien des plans d'action de sécurité alimentaire provisoires locaux quinquennaux. Les plans locaux des 152 communes et des 24 cercles de la région de Sikasso sont actuellement en cours d'accomplissent.
- 843 participants locaux (188 femmes et 655 hommes), y compris tous les maires dans les régions de Gao et de Sikasso, ont participé à 3 jours de formation sur le concept de la sécurité alimentaire et ses utilisations en tant que cadre analytique pour guider des efforts locaux de développement. Ces participants sont ensuite retournés travailler avec leurs communes et cercles respectifs pour développer les plans d'action locaux de sécurité alimentaire.
- Le CSA, avec la forte contribution du PROMISAM, a établi un Plan National de Sécurité Alimentaire révisé (PNSA), qui a été approuvé par le gouvernement malien, les donateurs et la société civile malienne.

- Le CSA a développé et adopté un ensemble d'indicateurs de performance de la sécurité alimentaire et une stratégie pour leur mise à jour régulière.
- Le centre de documentation du CSA est opérationnel, de même que son site Internet (www.csa-mali.org), qui a été officiellement inauguré en août par le Président Amadou Toumani Touré.

Les détails complets des activités du PROMISAM et les copies de tous ses rapports principaux sont disponibles sur le site Internet du projet, http://www.aec.msu.edu/agecon/fs2/mali_fd_strtgy/index.htm.

A la suite de sa performance en 2004/2005, USAID/Mali, en consultation avec le CSA et MSU, ont prolongé le financement du PROMISAM jusqu'au 30 septembre 2006 et ont élargi l'étendue de ses activités. En 2005/2006, le PROMISAM (a) étendra son soutien pour le développement des plans de sécurité alimentaire aux niveaux locaux des communes et des cercles dans les régions de Kidal, Tombouctou, Mopti et Kayes ; (b) aidera à renforcer la capacité de suivi de la sécurité alimentaire du CSA (y compris fournir des indicateurs principaux au SAKSS régional), (c) renforcera les efforts de vulgarisation du service de communication et d'information du CSA en renforçant davantage le centre de documentation et le travail avec les journalistes locaux pour améliorer leur compréhension des questions de sécurité alimentaire et (d) travaillera avec l'Observatoire du Marché Agricole (OMA) et le Système d'Alerte Précoce (SAP) pour améliorer la régularité et la qualité de leurs publications sur la situation alimentaire au Mali.

RAPPORT ANNUEL 2004/2005 DU PROMISAM

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ **1**

1. Introduction **1**
1.1 Contexte 1
L'approche évolutive du Mali de la politique de sécurité alimentaire ***1***
La crise alimentaire de 2004-2005 ..... ***4***
1.2 Objectifs du projet 5
1.3 Approche de gestion du projet 6
1.4 Approche technique 7

2. Activités et impacts en 2004/2005 ..... **9**
2.1 Objectif 1 : Soutien technique des organismes consultatifs techniques et coordinateurs gérant la sécurité alimentaire au Mali 9
Activités et impacts principaux ***10***
Développement des plans d'action locaux de sécurité alimentaire *11*
Soutien technique pour gérer la crise alimentaire de 2004/2005 ..... *13*
2.2 Objectif 2 : Développement d'un plan quinquennal de mise en place de la sécurité alimentaire et établissement de compétences pour la planification 14
Développement du PNSA ***15***
Outils renforcés pour suivre la situation de la sécurité alimentaire ***15***
Assurer la coordination du plan national avec d'autres initiatives ***15***
2.3 Objectif 3 : Création et renforcement du centre de documentation du CSA 16

3. Aller de l'avant - 2005/2006 ..... **18**

ANNEXE I : INDICATEURS DE LA PERFORMANCE DU PROMISAM, 2004-200520

ANNEXE II : PAGE D'ACCUEIL DU SITE INTERNET DU PROMISAM Error! Bookmark not defined.

ANNEXE III : PAGES CLÉS DU SITE INTERNET DU CSA .. Error! Bookmark not defined.

1. Introduction

En septembre 2004, USAID/Mali a pris une mesure importante pour soutenir les efforts du gouvernement malien pour renforcer une sécurité alimentaire durable. En réponse à une demande du gouvernement malien, la mission a travaillé avec Michigan State University pour concevoir un programme d'assistance technique au Commissariat de sécurité alimentaire (CSA) malien récemment créé auprès du Président. Le programme, connu sous le nom du PROMISAM (Projet de mobilisation des initiatives en matière sécurité alimentaire), est mis en application grâce à un financement supplémentaire de l'accord de coopération pour la sécurité alimentaire III entre USAID et Michigan State University.

Le PROMISAM a travaillé étroitement avec le CSA, l'année dernière, pour mettre en application les éléments clés de la stratégie nationale de sécurité alimentaire du Mali. Le financement de USAID/Mali pour cette activité au cours de la période allant du 13 septembre 2004 au 30 septembre 2005 s'est élevé à 851 217 dollars. Bien qu'initialement financé pour une année, en septembre 2005, USAID/Mali, sur demande du CSA, a accepté de prolonger le programme jusqu'en septembre 2006, avec un cadre de travail élargi.

MSU gère le projet à travers un bureau à Bamako (trois professionnels maliens à temps plein plus le personnel de soutien) et l'appui de certains enseignants de MSU officiant depuis le campus, un étudiant chercheur malien et du personnel administratif. Le projet fonctionne en coopération avec le CSA et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali, une organisation qui représente le regroupement le plus important d'organisations rurales au Mali. Les détails complets sur le projet et ses divers résultats sont disponibles sur le site du projet (voir l'annexe II ou http://www.aec.msu.edu/agecon/fs2/mali_fd_strtgy/index.htm).

1.1 Contexte

L'approche évolutive du Mali envers la politique de sécurité alimentaire

Éviter des crises alimentaires a été un souci principal pour chaque gouvernement malien depuis l'indépendance. Les approches suivies par les divers gouvernements maliens pour traiter la faim, cependant, ont différé radicalement dans leur compréhension de la nature des problèmes d'insécurité alimentaire se posant au pays et des outils appropriés pour les affronter. De l'indépendance en 1960 au milieu des années 80, l'état a essayé de contrôler directement la plupart de la production des aliments de base, leur distribution et leur commerce avec l'étranger, canalisant les produits subventionnés vers les groupes de clients politiquement importants. En commençant par les restructurations du marché céréalier des années 80, le pays a développé une approche dans laquelle les prix du marché et le secteur privé ont joué des rôles de plus en plus importants dans l'aide à la production et à la distribution de la nourriture. Pendant cette période, la notion de sécurité alimentaire a elle aussi radicalement évolué. Jusqu'au milieu des années 80, la politique malienne a favorisé l'accomplissement de l'autarcie alimentaire nationale. Maintenant, une notion plus large de ce concept guide la politique, se concentrant sur l'assurance d'une disponibilité, d'une production et d'une utilisation suffisantes de la nourriture (qu'elle provienne de la production nationale ou du commerce international). Plus récemment, en accord avec la démocratisation et la décentralisation politique du Mali, la politique nationale a

souligné le rôle important que les pouvoirs locaux et la société civile doivent jouer dans la création de programmes assurant une sécurité alimentaire durable.

L'une des étapes principales dans l'évolution de la stratégie de sécurité alimentaire du Mali était le développement du Programme de restructuration du marché céréalier (PRMC), instauré dans les années 80. Le PRMC, soutenu par un consortium de plusieurs donateurs (dont USAID) a déclenché la libéralisation des marchés céréaliers qui a abouti à l'établissement d'une série d'outils pour gérer des crises alimentaires périodiques et le développement du marché, à travers le COCSA (Comité d'orientation et de coordination de la stratégie alimentaire). Le COCSA était un outil important dans la coordination des efforts du gouvernement malien et des donateurs pour améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture, en se concentrant principalement sur les céréales. Les recherches appliquées par Michigan State University (MSU) et ses collègues maliens à la fin des années 80 et au début des années 90 étaient importantes pour aider à l'encadrement de certaines réformes initiales du PRMC et pour proposer des modifications importantes du programme. Comme exemples pour ce dernier point, on trouve la création d'un système d'information du marché agricole vers la fin des années 80 et l'élimination de l'impôt de capitation rural dans les années 90, qui nuisait sévèrement aux ménages ruraux en déficit alimentaire.

Le PRMC/COCSA a établi un système de gestion national de la sécurité alimentaire, composé des instruments suivants :

- Un stock national de sécurité alimentaire (SNS)
- Un système d'information du marché (OMA)
- Un système d'alerte précoce pour la famine (SAP)
- Un fonds de sécurité alimentaire (FSA), servant de réserve monétaire pour compléter le stock de réserve de nourriture physique (le SNS)
- Un Fonds Commun de Contre Partie (FCCP) conjointement géré par le gouvernement malien et les donateurs
- Un comité technique et un comité de gestion de la sécurité alimentaire conjoints entre les donateurs et le gouvernement.

Le système du PRMC s'est concentré presque exclusivement sur l'assurance que l'approvisionnement des céréales soit adéquat et que les marchés céréaliers fonctionnent correctement. Cette approche a négligé plusieurs des autres aspects de la sécurité alimentaire, tels que le rôle des cultures non céréalières, l'adoption de la technologie au niveau des fermes, les revenus produits (pour assurer un accès économique à la nourriture), le rôle du gouvernement dans les interventions d'urgence et les liens entre la santé et la nutrition. Le PRMC s'est concentré principalement sur les réponses aux crises alimentaires à court terme et localisées et a développé un bon ensemble d'outils et de procédures pour faire face à de tels problèmes.

En novembre 2002, le gouvernement du Mali a officiellement adopté la Stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA). La SNSA vise à traiter certains des aspects plus étendus et à plus long terme de la sécurité alimentaire qui ont été négligés par le PRMC. Ce sont des discussions sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté lors de la conférence des chefs d'États du CILSS, en novembre 2000 à Bamako, qui ont inspiré ces changements. La nouvelle stratégie est

donc une évolution normale du PRMC, mais reflète d'importants changements aussi bien pour l'approche de la sécurité alimentaire que pour le contexte dans lequel l'économie du Mali fonctionne :

- Assurer que la sécurité alimentaire soit devenue ***la*** première priorité de la politique économique et sociale du gouvernement, tel qu'on le voit dans le rapport de stratégie de réduction de la pauvreté (PRSP) et dans beaucoup des communiqués récents du Président.
- Le centre d'intérêt de la SNSA s'étend au de-là des céréales. Elle examine les rôles que d'autres produits peuvent avoir non seulement dans l'alimentation de la population mais aussi dans la génération des revenus ruraux cruciaux pour assurer la sécurité alimentaire.
- La politique s'est étendue des simples production et commercialisation à trois dimensions de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès et utilisation. Par exemple, la stratégie traite explicitement des liens entre l'agriculture, la nutrition et la santé.
- En accord avec les stratégies économiques et politiques du Mali, la SNSA est à la fois régionale et décentralisée.
    - Elle souligne l'importance du commerce régional Ouest Africain en tant qu'outil pour aider à assurer la sécurité alimentaire, aussi bien en générant des revenus ruraux qu'en aidant à réguler les fluctuations saisonnières dans les approvisionnements alimentaires.
    - La mise en place de la SNSA aura lieu non seulement au niveau national, mais également au niveau des régions, des cercles et des communes, à travers le développement de programmes d'action locaux de sécurité alimentaire par les comités locaux impliquant des représentants de l'administration, des élus locaux et des organisations de la société civile.
- La SNSA souligne que la sécurité alimentaire peut seulement être réalisée par le biais d'un partenariat entre le gouvernement, les donateurs, le secteur privé et la société civile.
- Cette politique insiste beaucoup plus que les précédentes sur une sécurité alimentaire durable à long terme et ne traite pas uniquement des crises alimentaires à court terme.
- La SNSA voit le potentiel des nouvelles technologies (comme la biotechnologie) à améliorer la sécurité alimentaire, mais souligne également la nécessité de créer un cadre institutionnel approprié dans lequel de telles technologies doivent être réglementées.

La SNSA a créé plusieurs organismes consultatifs pour aider à évaluer et suivre la mise en place de la stratégie nationale. L'organe directeur de supervision pour la SNSA, chargé de déterminer les directions de politique générale, est le Conseil national de la sécurité alimentaire, présidé par le Premier Ministre et incluant les chefs de divers ministères, agences du gouvernement, secteur privé et organisations de société civile. La mise en place opérationnelle de la SNSA devait être guidée par un comité technique national pour la coordination des politiques de sécurité alimentaire (le comité technique reconfiguré du PRMC) et un ministère rattaché pour la sécurité alimentaire, situé au sein du ministère de l'agriculture. De plus, conformément au modèle de décentralisation du Mali, des comités consultatifs locaux de sécurité alimentaire devaient être établis aux niveaux des régions, des cercles et des communes du Mali.

En mai 2004, le gouvernement malien a reconfiguré ses structures administratives pour arriver à une mise en application plus efficace de la SNSA, créant le Commissariat à la sécurité

alimentaire (CSA) au sein du Bureau du Président pour remplacer l'ancien ministère délégué chargé de la sécurité alimentaire. La création du CSA a élevé le statut de la SNSA et a placé ceux qui étaient responsables de son avancée dans une meilleure position pour favoriser la collaboration et la coordination interministérielles. Les organismes suivants (bon nombre d'entre eux font partie du PRMC) ont été officiellement rattachés au CSA :

- Direction nationale des projets PAM (DNPP)
- Projet de sécurité alimentaire et des revenus dans la région de Kidal (PSARK)
- Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA/FAO)
- Programme d'appui à la valorisation et à la commercialisation des produits agricoles (PAVCOPA)
- Agence pour la promotion des filières agricoles (APROFA)
- Projet de mobilisation des initiatives en matière de sécurité alimentaire au Mali (PROMISAM)
- Programme de restructuration du marché agricole (PRMC)
- Office des produits agricoles du Mali (OPAM)
- Observatoire du marché agricole (OMA)
- Système d'alerte précoce (SAP)

La mission du CSA est de convertir les objectifs généraux présentés à la SNSA en un programme opérationnel, dans le contexte de la politique nationale de décentralisation du Mali. Plus, spécifiquement, le CSA a adopté comme but central la transformation de la politique du gouvernement qui doit s'étendre de la gestion des crises de sécurité alimentaire à court terme à la mise en place d'une sécurité alimentaire durable à long terme aux niveaux locaux, régionaux et nationaux.

En réalité, le CSA n'est pas devenu opérationnel avant septembre 2004, donc le CSA et le PROMISAM ont vu le jour presque au même temps, ce qui a permis au PROMISAM d'aider à influencer l'approche du CSA dès le début. De même, pendant que le CSA évoluait tout au long de l'année, ses besoins perçus vis-à-vis du PROMISAM ont changé, menant ainsi à certaines modifications au niveau des objectifs et des activités du projet.

La crise alimentaire de 2004-2005

La crise alimentaire de 2004/2005, provoquée par la sécheresse et les attaques de sauterelles du désert, a posé d'importants défis pour le CSA nouvellement créé.

La crise alimentaire qui s'est étendue sur tout le Sahel en 2004/2005 a fortement affecté les activités du PROMISAM pendant sa première année de fonctionnement. Les attaques de sauterelles du désert entre Juillet et Octobre ainsi que la fin prématurée de la saison des pluies en septembre 2004 ont réduit les rendements de céréales et dévasté les

pâturages dans beaucoup de régions. Les prix des céréales dans l'ensemble du Sahel se sont élevés à des niveaux record et les éleveurs se sont heurtés à un manque sévère d'aliment pour leur bétail. Beaucoup d'entre eux ont été forcés de vendre leurs animaux mourants à des prix désespérément bas pour acheter des graines à prix très élevés. Dans tout le pays, les consommateurs, dont un grand nombre dépensent une proportion élevée de leurs revenus en aliments de base, ont vu leurs revenus réels s'effondrer pendant que les prix grimpaient. Tout ceci a eu lieu dans une atmosphère de grande incertitude quant à l'ampleur des pertes de récolte et de pâturage et à la manière dont les conditions de marché étaient susceptibles d'évoluer au cours de l'année suivante. Ainsi, en dépit du mandat du CSA visant à porter d'avantage d'attention à la sécurité alimentaire à long terme et non plus aux réponses d'urgence, le Commissariat s'est trouvée, dès sa création, appelé à répondre à la pire crise alimentaire du Mali en vingt ans. Pendant qu'il faisait face à cette crise, le CSA s'est souvent tourné vers le PROMISAM pour lui demander conseils.

1.2 Objectifs du projet

La mission initiale du PROMISAM, comme il est souligné dans sa proposition de projet (élaborée avant que le CSA ne devienne opérationnel et avant le début de la crise alimentaire de 2004/2005), était de travailler en étroite collaboration avec le CSA et ses organismes consultatifs ainsi que les institutions partenaires pendant une période d'un an pour accomplir trois vastes objectifs:

1. Contribuer à l'établissement opérationnel des organismes consultatifs techniques et coordinateurs chargés de mettre en place la SNSA grâce à l'apport de services en matière de conseils, de consultation et de développement des compétences, en portant une attention plus particulière à :
    a. L'établissement opérationnel du secrétariat technique.
    b. La formation des formateurs au niveau du développement des plans de travail et des compétences d'évaluation et de suivi de la sécurité alimentaire.
    c. La prise de conscience au niveau des régions, des cercles et des communes quant aux objectifs de la SNSA.
    d. Le développement de plans d'action pilotes pour la sécurité alimentaire, dans deux régions et trois cercles, que le CSA pourrait ensuite généraliser à d'autres zones.

2. Contribuer au développement d'un plan de sécurité alimentaire intégré et dynamique pour le Mali tout en établissant simultanément la capacité analytique du CSA et de ses partenaires pour développer des plans d'action et des plans de suivi des performances, en portant particulièrement attention à :
    a. Une évaluation du premier plan quinquennal de sécurité alimentaire.
    b. L'élaboration d'un plan d'action pour mettre en application le plan quinquennal.
    c. La préparation d'un plan de suivi de la performance sur plusieurs années, incluant une définition des indicateurs de performance.

3. Créer un centre de documentation de la sécurité alimentaire au CSA en se basant sur la documentation déjà disponible à l'Office de la sécurité alimentaire ? et en la renforçant, en portant particulièrement attention à:

a. L’approvisionnement du centre en équipement, meubles et fournitures.
b. L’établissement de liens avec des centres semblables en Afrique, en Europe et aux USA.
c. Le développement de services permettant de satisfaire les besoins du CSA, des organismes consultatifs, des communautés locales, du secteur privé et de la communauté de donneurs.
d. Améliorer les compétences techniques du personnel du centre.

Pendant la première année d’existence du projet, trois facteurs ont déterminé l'importance relative donnée à différents objectifs :

- La « jeunesse » des institutions de coordination (le CSA et les comités régionaux et locaux) et le manque d'une expérience ultérieure en matière de sécurité alimentaire pour beaucoup des membres des organismes consultatifs et du personnel technique (qui étaient, cependant, hautement qualifiés dans des secteurs techniques utiles à la construction d’une sécurité alimentaire structurée)
- Le début d'une crise de sécurité alimentaire politiquement chargée avant que les nouvelles institutions aient eu le temps de devenir entièrement fonctionnelles ;
- Un intérêt intensifié de la part des organismes de la SNSA à rendre leur programme conforme à celui de la décentralisation administrative du Mali.

Pendant que le programme évoluait, ces développements ont dû être pris en considération. Bien que les trois objectifs de départ du projet soient demeurés centraux aux activités du PROMISAM, beaucoup plus d’efforts que prévus ont été consacrés au premier objectif. Le projet a en particulier insisté sur (a) l’aide portée au CSA pour déterminer comment il devrait mener à bien, conceptuellement et pragmatiquement, sa mission de long terme tout en gérant la crise alimentaire de 2004/2005 et (b) le soutien de la décentralisation de la SNSA en formant les formateurs qui aideraient les communautés locales à développer des plans d'action de sécurité alimentaire au niveau des communautés. En revanche, le deuxième objectif du projet a été accompli avec l'aide inattendue du Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) soutenu par FAO, qui a offert un appui technique complémentaire pour le développement d'un plan de sécurité alimentaire couvrant 2006-2010. Le PROMISAM, néanmoins, a fortement contribué à l'approche conceptuelle du PNSA (le conformant à la structure décentralisée de la SNSA) et aux plans de suivi des performances. Bien que le travail au niveau du centre de documentation ait commencé plus tard en raison de certains délais dans le processus d’embauche du personnel du CSA et du choix de la location des bureaux, le centre de documentation et le site Internet étaient fonctionnels au mois d’août 2005.

1.3 Approche de gestion du projet

L'approche de gestion du projet du PROMISAM bénéficie de la grande expérience que MSU a développée en travaillant au Mali avec d'autres acteurs de la sécurité alimentaire tels que le PRMC et l'OMA. Le concept est d'aider à établir et mobiliser la capacité locale par la formation sur le tas et des services consultatifs qui permettent aux associés maliens d'effectuer le travail eux-mêmes plutôt que de compter sur le personnel du projet pour accomplir des fonctions

spécifiques de mise en place des programmes pour eux. Cette approche est bien décrite par l'expression « faire-faire ».

Un autre aspect important de l'approche du PROMISAM est la mobilisation et la coordination des ressources et des activités existantes qui contribuent à la sécurité alimentaire au lieu d'essayer d'en créer de nouvelles. Par exemple, au niveau local, l'accent a été mis sur l'emploi des ressources humaines locales (personnel technique au niveau des cercles, O.N.G., les chambres d'agriculture locales, représentants des associations locales d'hommes et de femmes et représentants des services de planification maliens) comme formateurs pour le développement des plans de sécurité alimentaire au niveau des communes. La capacité du PROMISAM à compter sur les ressources existantes a été largement facilitée par le travail antérieur de MSU au niveau local au Mali sur les questions de nutrition et d'information des marchés. Ceci a permis de bien comprendre les types de ressources disponibles dans les communautés locales ainsi que le caractère variable des problèmes de sécurité alimentaire à travers le temps et l'espace. En tant qu'élément de l'effort pour mobiliser et coordonner les ressources existantes, pendant les deux premiers mois de son existence, le personnel du PROMISAM a rencontré les groupes et les projets suivants pour explorer les manières dont le PROMISAM pourrait coordonner ses actions avec les leurs : TradeMali, MaliFinance, PRODEPAM, l'équipe des services de santé d'USAID et deux des O.N.G. principales implantant son programme (CARE-Mali et ATN/HCI), le groupe de travail ad hoc sur la nutrition coordonné par le ministère de la santé, World Vision, le secrétariat technique du PRMC, le SAP et l'OMA.

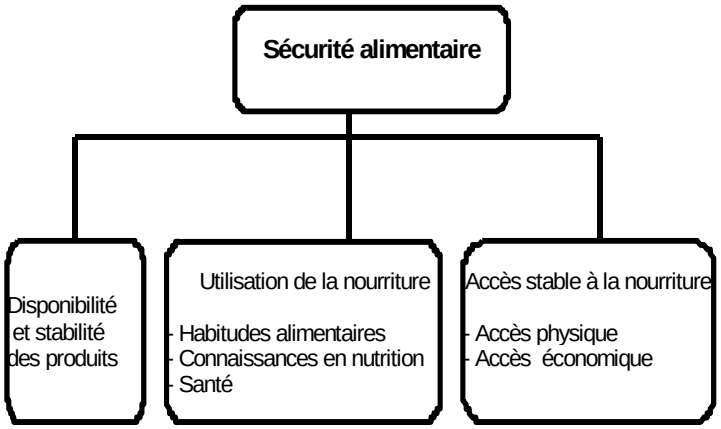
Un troisième aspect de l'approche du PROMISAM est de maintenir un profil de « coulisse ». Cet aspect était encore plus important dans le cas du PROMISAM qu'il ne l'avait été avec le PASIDMA, précédent projet de MSU (qui a apporté son appui pour les services d'information du marché à travers l'APCAM et l'OMA), compte tenu du caractère fortement politisé de la sécurité alimentaire en 2005. Mais une telle approche, travailler discrètement en arrière plan, est critique pour que la propriété du processus de planification de la sécurité alimentaire reste locale. En effet, le PROMISAM est largement considéré par les Maliens comme un projet malien (qui reçoit l'appui d'USAID), comme le suggère sont appellation actuelle, par décret officiel, de *service rattaché* du CSA, tout comme d'autres structures maliennes telles que le système d'information du marché (OMA) et le système d'alerte précoce (SAP).

1.4 Approche technique

L'approche technique du PROMISAM est guidée par la notion que l'assurance de la sécurité alimentaire (« Accès par tous à tout moment à assez de nourriture pour une vie active et saine ») exige des actions pour améliorer l'alimentation :

- Disponibilité (production individuelle, commerce, aides)
- Accès (physique et économique)
- Utilisation (impliquant des pratiques de préparation de la nourriture et la santé de chaque individu, influençant sa capacité à bénéficier de la nourriture consommée).

Fig. 1 Les dimensions de la sécurité alimentaire



Ainsi, la sécurité alimentaire implique beaucoup plus que la production d'aliments de base, la recherche de l'autarcie alimentaire ou la dépendance à l'aide alimentaire. Elle exige un vaste ensemble d'actions, dont l'agriculture, la génération de revenus non- agricoles, le transport et la santé, visant à améliorer l'accès des individus à une nourriture saine et leur capacité à l'utiliser. C'est ce concept élargi de sécurité alimentaire que le PROMISAM a transmis avec succès au CSA et aux comités locaux de sécurité alimentaire et qui transforme la manière dont les Maliens conçoivent leurs programmes de sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire a également une dimension temporelle importante. Il est nécessaire de distinguer entre les deux dimensions suivantes :

- L'insécurité alimentaire transitoire (ce que les Maliens appellent la *sécurité alimentaire conjoncturelle*) due à des phénomènes occasionnels comme la sécheresse, les attaques de sauterelle et les épidémies de maladies qui perturbent temporairement la disponibilité, l'accès ou l'utilisation de la nourriture
- L'insécurité alimentaire chronique (*sécurité alimentaire structurelle*) due à une disponibilité, un accès ou une utilisation inadéquats continus de la nourriture. L'insécurité alimentaire chronique est largement fonction de la pauvreté.

Le Mali connaît les deux types d'insécurités alimentaires. L'insécurité alimentaire transitoire, comme la crise alimentaire de 2004/2005, fait souvent la une des médias, mais l'insécurité alimentaire chronique est beaucoup plus répandue. Par exemple, l'enquête démographique et de santé la plus récente a montré que 30% des enfants maliens de moins de 36 mois présentent des signes de malnutrition chronique. Pour le Mali, un des enjeux principaux est de traiter l'insécurité alimentaire transitoire d'une manière qui contribue, au lieu de nuire, à la mise en place d'une sécurité alimentaire structurelle à long terme. Par exemple, si le gouvernement essaie de résoudre des crises alimentaires transitoires en distribuant des aides alimentaires gratuites, cela pourra facilement diminuer les prix locaux. Des mesures d'incitation pour que les fermiers locaux produisent et que les commerçants investissent dans des réseaux de commercialisation efficaces sont amoindries, empêchant ainsi la sécurité alimentaire à long terme. Le PROMISAM travaille avec le CSA et les comités locaux de sécurité alimentaire pour identifier les manières qui peuvent traiter l'insécurité alimentaire transitoire et contribuer aussi à la réduction de la faim chronique au Mali.

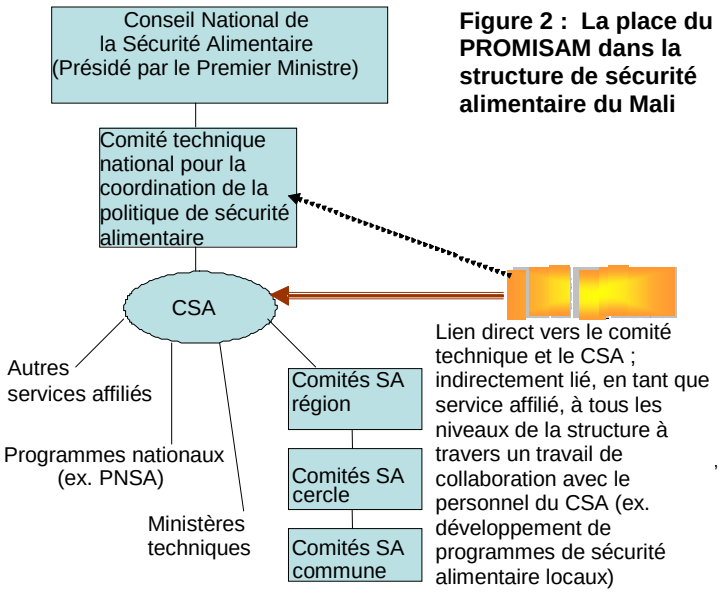


Figure 2 : La place du PROMISAM dans la structure de sécurité alimentaire du Mali

Le PROMISAM travaille avec tous les niveaux du réseau de sécurité alimentaire du Mali (figure 2), par le bais de son partenariat avec le CSA et par l'adhésion du coordonnateur du PROMISAM à Bamako, Niama Nango Dembélé, au Comité technique pour la coordination de la politique de sécurité alimentaire. Le PROMISAM travaille avec d'autres services affiliés (tels que l'OMA) pour améliorer la base d'informations accessible par les décideurs pour gérer la politique alimentaire au Mali. À travers le Comité technique national, le PROMISAM a aidé à préparer les ordres du jour pour la réunion du Conseil national de sécurité alimentaire et avec le personnel du CSA, il travaille à mettre en place des formations de formateurs au niveau des régions, des cercles et des communes. Comme décrit ci-dessous, il a également aidé à former les programmes nationaux (tels que le PNSA, financé par FAO) et à faciliter la coordination entre le CSA et les ministères techniques.

2. Activités et impacts en 2004/2005

Cette section du rapport comprend trois sous-sections qui traitent des impacts et des activités menées à bien sous chacun des trois objectifs de projet étendus identifiés dans la section 1.2.

2.1 Objectif 1 : Soutien technique des organismes consultatifs techniques et coordinateurs gérant la sécurité alimentaire au Mali

Cet objectif implique une assistance technique qui facilitera l'établissement opérationnel des organismes consultatifs techniques et coordinateurs créés pour concevoir, suivre et évaluer la mise en oeuvre de la SNSA. Comme décrit dans la section 1.1, les acteurs institutionnels dans le domaine de la sécurité alimentaire au Mali sont nombreux. Le rôle du PROMISAM était d'aider le CSA, nouvellement créé, et un grand nombre d'institutions affiliées à trouver comment travailler ensemble efficacement à la mise en route de la SNSA. En réalité, ceci est devenu le centre d'intérêt principal des activités du PROMISAM, en particulier parce que :

- Le CSA a décidé que pour faire de l'approche décentralisée du Mali en matière de gestion de la sécurité alimentaire une réalité, le commissariat avait besoin de soutenir le développement des programmes locaux de sécurité alimentaire au niveau des communes et non pas seulement au niveau des cercles, comme c'était envisagé à l'origine dans le plan de travail du PROMISAM. Le CSA a donc demandé que le PROMISAM l'aide à former les formateurs locaux à développer des plans d'action de sécurité alimentaire dans chacune des 171 communes et des 11 cercles des régions de Gao et de Sikasso, ainsi que les deux plans régionaux, au lieu des plans pour seulement 2 régions et 3 cercles, comme

c'était programmé à l'origine. Ceci a impliqué une hausse très importante des engagements du PROMISAM, mais on a considéré qu'il était essentiel de développer une propriété locale réussie de la SNSA.

- La crise alimentaire de 2004/2005 a obligé le personnel du PROMISAM à fournir des conseils sur la façon de traiter simultanément la crise à court terme et l'établissement de la structure nécessaire à l'avancée d'une sécurité alimentaire durable à long terme au Mali.
- Beaucoup des membres du personnel du CSA avaient besoin d'une formation sur le tas rapide dans le domaine des concepts et des problèmes de la sécurité alimentaire. Par exemple, une des premières activités menées par le PROMISAM, sur demande de Madame la Commissaire, était de tenir un atelier d'une journée avec le personnel du CSA et de ses services affiliés sur le concept de la sécurité alimentaire et de ses implications pour la façon dont le CSA a conçu et mené à bien ses missions. Le matériel préparé pour cet atelier a ultérieurement servi de base à une partie de la formation des formateurs effectuée plus tard dans l'année au niveau local.

Activités et impacts principaux

Pendant sa première année d'opération, le CSA et les institutions qui collaborent avec lui ont fait un travail impressionnant en termes de (1) création d'institutions de base traitant des questions de sécurité alimentaire structurelle et (2) gestion de la crise de sécurité alimentaire de 2005. Les impacts principaux que le PROMISAM a aidé à réaliser au cours de l'année comprennent :

Une meilleure compréhension du concept de la sécurité alimentaire et de la SNSA par les fonctionnaires principaux

- Grâce aux ateliers et à la formation sur le tas offerts par le PROMISAM, le personnel du CSA et des agences affiliées a maintenant une compréhension beaucoup plus affinée de la notion de sécurité alimentaire et de ses implications pour leur travail. Par conséquent, le CSA a reformulé son engagement pour:
    - Souligner la nécessité d'établir une sécurité alimentaire durable à long terme (*sécurité alimentaire structurelle)* plutôt que de se concentrer seulement sur les secours d'urgence, malgré la crise alimentaire de 2004/2005
    - Agir en tant qu'agence de coordination et de groupe de réflexion et non pas une agence de mise en place de projets qui serait en concurrence avec les ministères techniques (comme le ministère de l'agriculture ou le ministère de la santé).

- Les gouverneurs régionaux, les ministres du gouvernement et les fonctionnaires locaux (dont tous les maires) dans les régions de Gao et de Sikasso sont bien informés au sujet des objectifs de la SNSA et du besoin de mettre en place les structures locales pour la rendre opérationnelle. Le PROMISAM a contribué à cet impact en aidant la CSA à (a) préparer l'ordre du jour de la première réunion du Conseil national de sécurité alimentaire, présidée par le Premier Ministre et où tous les gouverneurs régionaux et les ministres principaux ont participé, (b) effectuer des missions communes entre le CSA et le PROMISAM dans les régions de Sikasso et Gao pour informer les autorités locales au

sujet du CSA et pour mettre en place les fondations du développement des plans d'action locaux et (c) assurer la formation des formateurs locaux, dont tous les maires, dans les deux régions.

Développement des plans d'action locaux de sécurité alimentaire

Fournir aux communautés locales les outils de conception et de planification dont elles ont besoin pour développer des plans d'action de sécurité alimentaire au niveau des communes, des cercles et des régions a été le centre d'intérêt principal du PROMISAM. Grâce à ces efforts, les étapes importantes suivantes ont été réalisées :

- 24 communes de la région de Gao ont développé leurs propres plans d'action quinquennaux de sécurité alimentaire qui décrivent les ressources des communes, identifient les contraintes principales à l'atteinte de la sécurité alimentaire et décrivent un programme qui aborde ces contraintes.
- 152 communes de la région de Sikasso sont en train d'accomplir leurs plans d'action locaux de sécurité alimentaire provisoire
- 4 cercles de la région de Gao ont préparé une synthèse des plans d'action des communes et sont en train d'évaluer les implications budgétaires et financières ; on s'attend à ce qu'un travail sur des plans similaires au niveau des cercles de Sikasso (pour 7 cercles) soit terminé vers la fin 2005.

Parmi les activités du PROMISAM qui ont contribué à ces succès on trouve les suivantes :

- Le projet a commencé en développant un ensemble de modules de formation sur l'emploi du concept de la sécurité alimentaire comme outil de conception des plans de développement locaux durables. Les modules étaient une adaptation des matériaux développés à l'origine par World Vision pour former son personnel dans beaucoup de régions du monde. Avec l'accord de World Vision, le personnel du PROMISAM a traduit le matériel en français et l'a modifié pour inclure des exemples maliens et des informations plus récentes. (Les modules sont disponibles sur le site Internet du PROMISAM, http://www.aec.msu.edu/agecon/fs2/mali_fd_strtgy/index.htm.)
- En collaboration avec le CSA, les organismes de société civile, les ministères techniques et les représentants de l'Assemblée nationale et du Haut conseil des collectivités Territoriales, le PROMISAM a élaboré un programme pour former les formateurs dans les régions de Gao et de Sikasso.
    - Le choix des deux régions (fait par les participants maliens eux-mêmes à la réunion de planification et non pas par le PROMISAM) indique que les participants ont élargi leur concept de sécurité alimentaire (en partie à la suite des ateliers du PROMISAM). Gao est une région qui est traditionnellement le centre des interventions de sécurité alimentaire car elle est perçue comme une « région chroniquement en déficit ». Sikasso, par contre, est connu comme la corbeille à pain du Mali, produisant une grande partie des excédents commercialisables des céréales sèches du pays (millet, maïs et sorgho), ainsi que la plus grande partie de son coton. Pourtant, les participants ont noté que les études (y compris certaines précédentes de MSU) avaient prouvé que les taux de malnutrition infantile étaient

élevés dans cette région, reflétant une insécurité alimentaire due à un accès et/ou une utilisation insuffisants de la nourriture. Ils ont donc choisi Sikasso comme région pilote pour explorer des approches de réduction de l'insécurité alimentaire dans ce type de région aussi bien que dans les régions comme Gao.

- Le modèle adopté pour développer les programmes locaux commence avec des missions où le personnel du CSA et du PROMISAM attachés aux régions doit rencontrer les fonctionnaires locaux (gouverneurs, préfets, représentants des assemblées régionales, chefs des chambres de l'agriculture locales et autre fonctionnaires élus). Ces membres du personnel informent les fonctionnaires locaux sur la SNSA et son approche décentralisée et sollicitent leur rétroaction et leur soutien quant aux meilleurs moyens de mobiliser les élus locaux, la société civile et les agences de développement pour le développement ultérieur des programmes locaux de sécurité alimentaire. Ensuite, ces fonctionnaires locaux contactent les personnes clés dans leurs régions (un processus qui peut prendre quelques semaines) et avec le personnel du CSA et du PROMISAM, organisent des ateliers locaux. Ces ateliers impliquent que le personnel du CSA et du PROMISAM et les conseillers locaux forment les formateurs au niveau des communes (maires, membres des centres des conseils communaux (CCC), les représentants des groupes de femmes et des associations de fermiers), qui à leur tour retourneront dans leurs communes pour mettre en place les comités de sécurité alimentaire communaux chargés de développer les plans au niveau des communes. Les participants identifient les priorités de sécurité alimentaire les plus importantes dans leurs communautés, inventorient les ressources et les projets localement disponibles qui peuvent les aider à accommoder ces priorités et identifier les manques de ressources et de connaissances qui doivent être comblées pour les satisfaire. Une fois que tous les plans communaux d'un cercle sont développés, ils sont discutés au niveau du cercle et les éléments communs des plans des communes deviennent les éléments principaux du plan du cercle. Le même procédé, synthétisant et conciliant les plans des cercles, aura lieu au niveau régional. Lors des réunions régionales, les représentants des programmes nationaux, les O.N.G nationales et les ministères techniques sont présents et l'échange d'information qui en résulte aidera à faciliter l'articulation et la cohérence des programmes locaux et nationaux.

Participants à la formation PROMISAM-CSA des formateurs en sécurité alimentaire au niveau des communes à Sikasso

- Dans la région de Gao, 221 formateurs locaux (32 femmes et 189 hommes de 24 communes) ont participé aux programmes de formation de trois jours et sont ensuite retournés dans leurs communautés locales pour aider à développer leurs plans d'action de sécurité alimentaire communaux. Dans la région de Sikasso, le total était de 622 participants (156 femmes et 466 hommes, représentant 152 communes). Ces 843 individus représentent un cadre de personnes dans le Mali rural et servent de catalyseurs dans leurs communautés locales pour établir une nouvelle approche, fortement participative, pour concevoir et mettre en application des programmes de sécurité alimentaire au Mali. Les programmes de formation des formateurs ont été reçus avec enthousiasme dans les régions, et les participants ont exprimé un engagement fort envers la propriété locale du processus et des plans qui en résultent.

- Pour soutenir la mise en place des plans au niveau local, le PROMISAM a commencé à développer une base de données sur les interventions de sécurité alimentaire actuellement en cours de réalisation au niveau local au Mali, de sorte que les localités puissent tirer parti de l'expérience de ces efforts continus.

Soutien technique pour gérer la crise alimentaire de 2004/2005

La crise de 2004/2005 a présenté des enjeux particuliers pour le CSA, en raison de sa sévérité, son étendue et aussi parce que le CSA lui-même était trop récent et qu'une partie de son personnel n'était pas encore entièrement familiarisée avec les mécanismes du PRMC qui avaient été employés pour faire face aux crises alimentaire précédentes. Dans ce cas, la mémoire institutionnelle de MSU a chargé le PROMISAM de fournir de bons conseils à la Commission. L'approche clé que le PROMISAM a préconisé pour traiter la crise inclut : (1) travailler avec l' OMA pour générer des informations sur la situation évolutive du marché, largement disponibles à tous les acteurs (fermiers, consommateurs, secteur privé, gouvernement, O.N.G., donateurs) afin d'éviter une panique des marchés, (2) travailler avec les mécanismes du PRMC déjà établis pour mobiliser et suivre l'assistance d'aide alimentaire d'urgence, (3) et agir pour promouvoir les importations de graines du secteur privé provenant des marchés régionaux et internationaux pour aider à ralentir la hausse des prix.

Les accomplissements principaux du CSA (avec l'aide du PROMISAM) quand il a fait face à la crise alimentaire étaient :

- Le développement d'un meilleur plan de réponse national à la crise alimentaire de 2004/2005.

- La mobilisation rapide des stocks nationaux de sécurité alimentaire pour la distribution dans des zones vulnérables.
- Le suivi intense et collaboratif de la situation pour résoudre les différences entre les services du gouvernement quant à l'estimation de l'importance du problème et la disponibilité de céréales.
- Des campagnes d'information pour informer le public sur le statut du marché des céréales pendant la crise (prix et quantités disponibles sur les marchés principaux) et de la logique sous-jacente des décisions du gouvernement malien au sujet de la distribution de l'aide alimentaire.
- Apporter des incitations fiscales au secteur commercial (autorisant l'importation exempte d'impôt de 100,000 tonnes de maïs et de 50,000 tonnes de riz) qui a encouragé les commerçants privés à réapprovisionner les marchés avec des importations des pays voisins beaucoup plus rapidement qu'il aurait été possible par les réseaux d'aide alimentaire. Ceci a eu un effet positif et modérant sur les prix des céréales au moment le plus critique de la période de crise. Ainsi, le gouvernement a enrôlé le secteur privé en tant qu'allié plutôt qu'adversaire dans son effort de résoudre la crise alimentaire.
- L'impact final était que le Mali a survécu à une crise très grave avec beaucoup moins de souffrance humaine qu'on aurait pu s'y attendre, comme au Niger où le gouvernement a suivi une approche beaucoup plus «fermée » pour affronter la crise.

Les activités principales du PROMISAM qui ont contribué à ces résultats incluent :

- Développement, avec l'OMA et le SAP, d'un bulletin spécial appelé Flash donnant aux principaux organismes gouvernementaux, organisations de donateurs et O.N.G. des mises à jour sur l'état du marché en évolution.
- Développement et organisation de 30 émissions télévisées nationales spéciales de mises à jour des nouvelles du marché pendant la période de crise.
- Participation aux réunions du CSA pour discuter et revoir les méthodes de suivi et d'évaluation de ses distributions gratuites de nourriture.
- Réunions régulières avec Madame la Commissaire et le personnel du CSA pour discuter des questions principales relatives à la gestion des crises (questions telles que les banques de céréales ; les importations de céréales ; les interventions de l'OPAM sur le marché ; le développement d'une gestion des crises efficace et de bonnes relations avec les donateurs de la part du CSA-PRMC ; la réconciliation des rapports contradictoires sur les équilibres des céréales nationaux).
- Conduite de missions communes avec l'OMA pour évaluer les conditions du marché et pour recueillir des informations pour la rédaction du bulletin d'information spécial.
- Participation aux réunions du CSA menant aux révisions significatives de la proposition initiale du plan de réponse national à la crise de 2004/2005.
- Participation aux réunions mensuelles des groupes de travail du SAP, qui a révisé ses bulletins et ses recommandations provisoires pour l'aide d'urgence.

2.2 Objectif 2 : Élaboration d'un plan quinquennal de mise en place de la sécurité alimentaire et de développement de compétences pour la planification

Le deuxième objectif a nécessité que le PROMISAM aide le CSA, à travers le comité technique, à développer un plan intégré et dynamique de sécurité alimentaire tout en établissant simultanément la capacité analytique du CSA pour la planification et le suivi de l'exécution du plan.

Développement du PNSA

Un des enjeux à la mise en application de la SNSA, avec son emphase sur le développement des initiatives de bases au niveau local, est d'assurer la concordance entre ces initiatives et celles prises au niveau national par le gouvernement malien et ses divers partenaires de développement. En 2005, le CSA a été contacté par FAO, en tant qu'élément d'appui technique de cette organisation aux pays africains pour développer un programme national de sécurité alimentaire (PNSA). La proposition initiale de FAO s'était seulement concentrée sur des activités de niveau national, mises en application descendante par les ministères techniques. Le CSA, se basant sur une approche décentralisée qu'il a développée avec l'appui du PROMISAM, a insisté sur le fait qu'un PNSA malien soit construit pour soutenir les initiatives locales qui émergeraient des plans d'action participatifs de sécurité alimentaire au niveau local des cercles et des régions.

Hors de l'examen technique que le CSA a fait du projet initial du PNSA, une décision a été prise pour récrire entièrement le document. Le directeur du PROMISAM, Niama Nango Dembélé, a été désigné au comité pour développer un plan révisé, couvrant la période 2006-2010. Le rapport révisé fournit un appui solide pour une approche ascendante. Un autre point fort du PNSA révisé est qu'il n'est plus la responsabilité unique du CSA, mais intégrera les efforts des différentes agences techniques du gouvernement malien, des O.N.G. et du secteur privé à différents niveaux. Le rôle du CSA sera de coordonner, suivre et évaluer. Une consultation impliquant le gouvernement, les donateurs et la société civile a eu lieu le 1er juillet 2005 pour discuter de la version révisée. À ce moment-là, le document a été officiellement approuvé en attendant l'identification des lacunes financières.

Outils renforcés pour suivre la situation de la sécurité alimentaire

Sur demande de Madame la Commissaire, le PROMISAM a travaillé avec le personnel du CSA pour développer un ensemble d'indicateurs en temps réel (*tableau de bord*) que le CSA peut employer pour suivre la situation en cours de la sécurité alimentaire dans le pays. Un ensemble provisoire d'indicateurs nationaux a été développé et adopté par le CSA (à la suite d'un atelier organisé par le PROMISAM) et les plans requièrent le développement de *tableaux* aux niveaux régionaux et locaux pour l'année prochaine. Ces indicateurs serviront également à mesurer les progrès réalisés au niveau de la mise en application du PNSA et à alimenter le système régional de SAKSS.

Assurer la coordination du plan national avec d'autres initiatives

Le PROMISAM a également travaillé pour aider à assurer que le plan national de sécurité alimentaire et les plans locaux étaient en conformité avec les nombreuses autres initiatives de développement rural et de marchés en cours au Mali. À l'invitation des organisateurs, le personnel du PROMISAM a participé aux conférences et ateliers suivants pour aider à faciliter

une telle coordination : (a) ateliers organisés par le ministère de l'agriculture pour développer et valider le cadre pour mettre en place des plans de développement pour la croissance agricole, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnementale (PD-CARPPE) ; (b) un atelier organisé par le CIRAD et l'IER pour lancer le programme d'action thématique sur « les impacts de l'intégration régionale sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest » ; (c) des réunions régionales en Afrique de l'Ouest de NEPAD- CAADP (Comprehensive Africa Agricultural Development Program) tenues à Bamako en mars 2005 ; et (d) la conférence régionale sur la situation agricole et alimentaire et les opportunités commerciales au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

2.3 Objectif 3 : Création et renforcement du centre de documentation du CSA

Mettre en application la stratégie de sécurité alimentaire nationale décentralisée nécessite que la myriade d'acteurs impliqués aient des informations appropriées sur les concepts de la sécurité alimentaire, les politiques nationales existantes, les approches et les technologies pratiques qui ont été adoptées ailleurs et l'environnement en constante évolution du marché global et local dans lequel ils mettent en application leurs plans d'action de sécurité alimentaire. La création et le renforcement du centre de documentation du CSA visent à fournir ces informations aux divers acteurs aux niveaux nationaux et locaux. En raison de sa nature multisectorielle, la documentation sur différents aspects de la sécurité alimentaire tend à être abondante mais pas facilement accessible. De plus, le programme de décentralisation de la planification de la sécurité alimentaire du Mali augmente de manière significative le besoin d'identifier la documentation sur les concepts et la planification de la sécurité alimentaire qui peuvent être utiles et accessibles aux acteurs aux niveaux des communes, des cercles et des régions.

L'appui du PROMISAM au centre de documentation a démarré lentement. Bien qu'un candidat pour la position de bibliothécaire ait été choisi en 2004, il n'a pas officiellement commencé ses fonctions avant le 14 mars 2005. Une fois que le bibliothécaire était embauché, le CSA et le PROMISAM ont lutté pour trouver un lieu de travail approprié. On ne savait pas si le centre devait être situé au siège social du CSA, à la bibliothèque nationale ou à un autre centre de recherche. Finalement, il a été convenu que le centre commencerait dans un des bureaux du siège social du CSA. Une fois que ce bureau a été aménagé, le PROMISAM est allé de l'avant en procurant des meubles, deux ordinateurs, une imprimante, un scanner et des fournitures de bureau. À la fin de l'année du projet, les étapes importantes supplémentaires suivantes avaient été accomplies :

- Les compétences du bibliothécaire au niveau de la création et de la gestion de sites Internet avaient été améliorées ;
- Les documents précédemment gardés dans les bureaux de l'ancien ministère affilié à la sécurité alimentaire ont été transférés au CSA ;
- Un réseau informatique a été établi aux bureaux du CSA connectant l'ensemble du personnel et le bibliothécaire dans un seul réseau
- Une base de données bibliographique sur la sécurité alimentaire a été créée et contient maintenant 120 documents inventoriés.
- Deux membres du CSA travaillant au bureau des communications et de l'information ont été formés dans le domaine de la conception et la gestion de sites Internet.

- Le bibliothécaire a été formé pour utiliser le scanner et produire des documents en format PDF.
- Le site Internet du CSA a été mis en place (www.csa-mali.org) et a été inauguré par le Président de la République, Amadou Toumani Touré, le 8 août 2005. Le site fournit un ensemble riche d'informations sur les activités de sécurité alimentaire au Mali. De plus, par l'intermédiaire de son lien au portail de la sécurité alimentaire et des politiques alimentaires pour l'Afrique développé par MSU (http://www.aec.msu.edu/agecon/fs2/test/index.cfm?Lang=en) , le site du CAS permet d'accéder, d'une part, à un choix étendu d'informations sur la recherche et les activités de sécurité alimentaire dans d'autres pays et, d'autre part, aux outils de formation disponibles en ligne. (Voir annexe III.)

Le Président de la République du Mali inaugurant le site Internet du CSA le 8 août 2005. De droite à gauche: le Président de la République *Amadou Toumani Touré*, *Madame Lansry Nana Haïdara*, Commissaire du CSA, et *Ibrahima Djire*, bibliothécaire du CSA.

Pour soutenir les besoins d'information du personnel du CSA et des divers comités locaux de sécurité alimentaire, le PROMISAM a travaillé avec le centre de documentation pour assurer une approche à trois branches pour fournir les informations (1) par l'intermédiaire du site Internet pour ceux qui ont accès à l'Internet, (2) sur des CD-ROM pour les locations rurales ayant accès à un ordinateur mais pas à Internet et (3) les copies papier pour ceux qui n'ont aucun accès à un ordinateur. Pendant la première année, un temps et un effort considérables ont été consacrés au développement du site Internet du CSA parce qu'il a le potentiel de faciliter l'accès aux ressources du centre de documentation par le personnel du CSA ainsi que leurs collaborateurs et clients ailleurs au Mali et en Afrique de l'Ouest. En outre, une fois que les informations clés sont archivées sur le site, elles peuvent facilement être transféré sur un CD ou être imprimées.

Les comités de sécurité alimentaire au niveaux locaux en dehors de Bamako ont de plus en plus la possibilité d'accéder aux ressources Internet du CSA grâce aux cybercafés dans les villes secondaires, aux centres locaux d'information et de communication (CLIC) financés par USAID-Mali et aux centres ruraux d'information similaires financés par d'autres donateurs. L'adresse du site du CSA a été communiquée aux CLIC dont les opérateurs seront invités au cours de l'année à participer aux sessions locales de formation sur la sécurité alimentaire pour aider à renforcer leur rôle en tant que points relais clés de l'information sur la sécurité alimentaire depuis le centre de documentation jusqu'aux comités de sécurité alimentaire au niveau local et d'autres fonctionnaires locaux.

Les activités spécifiques du PROMISAM qui ont contribué à la réussite de ces étapes importantes pour le centre de documentation du CSA comprennent :

- Achat des meubles, du système informatique et des fournitures de bureau pour le centre

- Travailler avec le bibliothécaire pour développer un plan de travail pour l'établissement du centre
- Aide au niveau de l'inventaire des sources d'information liées à la sécurité alimentaire au Mali, qui ont été incorporées au site Internet.
- Conception et direction d'un programme de formation en conception et gestion d'un site Internet pour le bibliothécaire et le personnel du CSA dans le service de communication et d'information, suivi par une formation sur le tas et un soutien du personnel du CSA dans le domaine de la gestion de sites Internet.
- Favoriser les échanges entre le bibliothécaire du CSA et le travail continu de développement des sites Internet régionaux liés à la sécurité alimentaire à l'Institut du Sahel à Bamako.

3. Aller de l'avant - 2005/2006

A la suite des progrès accomplis pendant la première année de fonctionnement du PROMISAM, USAID/Mali et MSU, en consultation avec le CSA, ont accepté de continuer et d'élargir les activités du projet jusqu'au 30 septembre 2006. Le budget pour 2005/2006 est 1 million de dollars. Le plan de travail de 2005/2006 se consacre principalement à trois thèmes :

- Utiliser et adapter les approches développées dans les régions de Gao et de Sikasso pour aider les communes, les cercles et les régions dans d'autres parties du pays à développer leurs propres programmes de sécurité alimentaire au niveau local.
  - Cet effort couvrira les régions de Kayes, Kidal, Mopti et Tombouctou. Le PROMISAM soutiendra également le CSA dans sa recherche de fonds extérieurs à USAID pour étendre l'effort aux régions de Koulikoro et de Ségou.
  - Le PROMISAM travaillera également avec le CSA pour faciliter la bonne articulation de ces efforts locaux avec les programmes nationaux de sécurité alimentaire et de développement (par exemple, grâce au Programme nationale de sécurité alimentaire (PNSA) et les programmes de décentralisation du gouvernement malien). Le PROMISAM y parviendra en servant de courtier d'information pour les groupes locaux au sujet des programmes nationaux et de leurs priorités et vice-versa. Une partie de l'effort du PROMISAM consistera également à s'assurer que les indicateurs de sécurité alimentaire des activités au niveau local sont efficacement introduits dans le système de suivi continu de la sécurité alimentaire du CSA (tableau de bord) et dans l'effort régional du SAKSS.
- Renforcer les activités de vulgarisation du service de communication et d'information du CSA, y compris:
  - L'assurance que le centre de documentation devienne complètement opérationnel et soit efficacement connecté aux efforts de sécurité alimentaire au niveau local (par exemple, par l'intermédiaire des liens avec les CLIC).
  - Organiser les sessions de formation et les matériaux pour la radio, la télévision et la presse écrite concernant les concepts et les politiques de sécurité alimentaire et aider à faciliter les contacts entre les journalistes et les fournisseurs d'information clés, tels que le centre de documentation et les CLIC.
- Travailler avec l'Observatoire du marché agricole (OMA) et le Système d'alerte précoce (SAP) pour améliorer la régularité et assurer la qualité de leurs publications sur la situation alimentaire au Mali.

Le plan de travail complet pour 2005/2006 est disponible à :
www.aec.msu.edu/agecon/fs2/mali_fd_strtgy/Le PROMISAM_WorkPlan_yr2_08_05_final.pdf

ANNEXE I : INDICATEURS DE LA PERFORMANCE DU PROMISAM, 2004-2005

Objectif 1 : Soutien technique des organismes consultatifs techniques et coordinateurs gérant la sécurité alimentaire au Mali	
Indicateur	**Performance du PROMISAM à la date du 30 Septembre 2005**
Nombre de participants, par sexe, assistant à une formation locale et au développement ultérieur des plans locaux de sécurité alimentaire	• 843 participants locaux (188 femmes et 655 hommes) ont suivi une formation de formateurs en planification de la sécurité alimentaire aux niveaux des communes dans les régions de Gao et de Sikasso • 24 plans de sécurité alimentaire au niveau des communes développés dans la région de Gao • 152 plans de sécurité alimentaire au niveau des communes touchant à leur fin dans la région de Sikasso • 4 plans de sécurité alimentaire au niveau des cercles achevés dans la région de Gao. • 7 plans de sécurité alimentaire au niveau des cercles touchant à leur fin dans la région de Sikasso • 1 plan de sécurité alimentaire de la région de Gao achévé.
Matériel de formation produit	3 modules de formation (en français), développés conjointement avec World Vision, sur l'utilisation de la sécurité alimentaire comme cadre conceptuel pour la planification au niveau local
Nombre de bulletins des marchés diffusés	• 1 numéro de Flash publié • 30 émissions spéciales de télévision sur les conditions des marchés
Plan de réponse à la crise alimentaire de 2004/2005, mutuellement convenu, adopté par le gouvernement	*Le plan de réponse* provisoire du gouvernement malien sensiblement révisé d'après les suggestions du PROMISAM.

Objectif 2 : Élaboration d'un plan quinquennal de mise en place de la sécurité alimentaire et de développement de compétences pour la planification	
Indicateur	**Performance du PROMISAM à la date du 30 Septembre 2005**
Plan d'action quinquennal révisé	Le programme national de la sécurité alimentaire (PNSA) est adopté par le gouvernement et approuvé par les donateurs et la société civile le 1er juillet 2005
Le conseil national de la sécurité alimentaire (CNSA) est opérationnel	Le conseil s'est réuni deux fois en 2005 sous la présidence du premier ministre (5 mai et 20 octobre 2005)
Le CSA développe un ensemble d'indicateurs de la sécurité alimentaire (*tableau de bord*) : • La liste des indicateurs adoptés est établie • Le document de situation de base est produit • Les dispositions institutionnelles pour la collecte continue des indicateurs sont définies • Le plan de diffusion de l'information est développé	• Un ensemble de base d'indicateurs de la sécurité alimentaire est adopté par le CSA en juillet 2005 • Un *tableau de bord* national de base est produit pour septembre 2005 • Le CSA a assigné à son département de planification et suivi (DPS) la responsabilité de la collection continue des indicateurs • Un plan de diffusion de l'information reste à développer par le service de la communication et de l'information du CSA
Objectif 3 : Création et renforcement du centre de documentation du CSA	
Indicateur	**Performance du PROMISAM à la date du 30 Septembre 2005**
Page Web pour le centre de documentation et le CSA	Site Internet du CSA (www.csa-mali.org) complètement opérationnel et inauguré par le Président Amadou Toumani Touré le 8 août 2005
Le centre de documentation a une liste des institutions clés, au Mali et dans le monde, qui travaillent aux questions de politiques de sécurité alimentaire	Le centre utilise actuellement le portail d'information de la sécurité alimentaire et des politiques alimentaires pour l'Afrique afin d'obtenir cette information
Un document sur les besoins d'information des publics visés ainsi qu'une description des méthodes de diffusion ont été rédigés pour le centre.	Rapport pas encore achevé par le centre de documentation
Des publications, des notes d'information et des programmes de radio et de télévision sur le centre et ses services ont été produits.	• Des informations sur le centre sont disponibles sur le site Internet. • Des brochures seront produites au dernier trimestre de 2005. • Des rapports de presse seront produits au dernier trimestre de 2005.

ANNEXE II: PAGE D'ACCUEIL DU SITE INTERNET DU PROMISAM

PROMISAM

Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire au Mali
Project to Mobilize Food Security Initiatives in Mali

APCAM | CSA | MICHIGAN STATE UNIVERSITY | USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

Help Topics: Accessing Documents | Publication Series | Searching

Quick Links on This Page

Project Overview

- Food Security Commission of Mali Web Site : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
- Project Fact Sheet: summarizes project approach and output.
- Contact Information: in-country personnel, U.S. based backstop and collaborative institutions.
- 2005/06 Project Work Plan
- USAID Success Stories:
  - Fundamental Restructuring of Mali's Approach to Food Security
  - President Amadou Toumani Touré Launches Food Security Website
- Building Long-Term Food Security while Managing Food Crises: Insights from Mali. John Staatz. Michigan State University. Presentation to USAID/AFR. July 28, 2005
- Link to Food Security and Food Policy Information Portal for Africa - Mali opening page

Research Papers Top

- Options for Economic Growth in Mali through the Application of Science and Technology to Agriculture. Valerie Kelly, Janet Carpenter, Oumar Diall, Tom Easterling, Moctar Koné, Peter McCornick, and Mike McGahuey. April, 2005.
- Options pour la croissance économique du Mali à travers l'application des sciences et technologies à l'agriculture. Valerie Kelly, Janet Carpenter, Oumar Diall, Tom Easterling, Moctar Koné, Peter McCornick, and Mike McGahuey. April, 2005.

Technical Notes Top

- Compte rendu de la réunion du comite technique de coordination des politiques de sécurité alimentare. Bamako, le 9 mars 2005.
- Programme de renforcement des capacités de planification des actions de sécurité alimentaire au niveau des régions, des cercles et des communes
  - Proposal (February 2005)
  - Workshop report (February 2005)
- Proposition de méthodologie pour l'élaboration des plans de sécurité alimentaire de trois cercles test. October, 2004.

Working Papers Top

- Note sur la problématique de l'approvisionnement des céréales au Mali. Mme Sanogo Kadiatou Dème, Niama Nango Dembélé, John Staatz, Abdramane Traoré. PROMISAM Document de travail no. 05-01, Mai 2005.

Two of the working papers prepared by the PASIDMA project in 2001-2002 are particularly relevant to the SNSA:

- Réflexion sur les orientations stratégiques pour un développement économique durable au Mali. Niama Nango Dembélé, APCAM/MSU Document de travail no. 2. February 2002.
- Sécurité alimentaire en Afrique Sub-saharienne: Quelle Stratégie de Réalisation? Niama Nango Dembélé, APCAM/MSU Document de travail no. 1. February 2001.

Workshop/Conference Reports Top

- Compte rendu de l'atelier du 30 juin 2005 sur la proposition d'éléments de suivi-évaluation de la situation alimentaire au Mali, par Mme. Goita Marthe DIALLO
- Methodological Workshop on the Concept of Food Security held at the Commissariat à la Sécurité Alimentaire, October 21, 2004
  - Atelier méthodologique sur le concept de la sécurité alimentaire. Équipe CSA –APCAM – MSU - USAID.
    - Powerpoint presentation
    - Report

Training Materials Top Top

- Comprendre la sécurité alimentaire: Un cadre conceptuel pour la programmation
  - Module 1: Qu'est ce que la sécurité alimentaire ?
  - Module 2: Pourquoi s'intéresser à la sécurité alimentaire ?
  - Module 3: Comment utiliser la sécurité alimentaire comme cadre de planification ?

Power Point Presentations Top

- Role of Information and Communication Tools in Food and Nutritional Security in the ACP Countries: The Experience of the Agricultural Market Information System (OMA) of Mali. Abdramane Traoré, Niama Nango Dembélé, Salifou.B.Diarra and John Staatz. Presentation to the CTA International Conference on the Role of Information Tools in Food Security. Maputo, Mozambique. November 8-12, 2004.
  - English version
  - French version

Key Trip Reports Top

- Rapport de mission au Mali par Marthe Diallo, de juin au août 2005
- Rapport de la mission de formation Menaka – Ansongo, 28 avril au 13 mai 2005
- Mission Conjointe OMA/PROMISAM de Prospection des Marchés Céréaliers, 8 au 12 Avril 2005
- Rapport de la mission de formation Gao - Bourem, 13-27 mars 2005
- Compte rendu de la mission de prise de contact à Sikasso du 10 au 14 janvier 2005
- Rapport de mission de prise de contact à Gao du 13 au 20 décembre 2004

Project Progress Reports Top

- April - June 2005: French version, English version
- February - March 2005 : French version, English version
- October 2004 - January 2005 : French version, English version

Links to Other Mali Food Security Documents Top

Press | Overview | Outreach | Adult Mortality | Inputs | FSIP
Mozambique:Policy Nutrition | Mali: Market Nutrition National Food Strategy
Sahel Region | Rwanda | Kenya | Zambia | Ethiopia | Ag Transformation
Policy Synthesis | Fact Sheets | IDPs | Professional Publications
Ag Market VL | AMIS | Training | Links

Food Security III Cooperative Agreement between US Agency for International Development, EGAT/AG Bureau cooperating closely with Africa/SD Bureau, and MSU Department of Agricultural Economics.

Questions, comments? Contact Us

ANNEXE III : PAGES CLÉS DU SITE INTERNET DU CSA

http://www.csa-mali.org/index.htm

Présidence de la République du Mali

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

ACCUEIL | PRESENTATION | ACTIVITES | SALIMENTAIRE | PUBLICATIONS | LIENS | PARTENAIRES

Le décret N°04-150/P-RM du 18 mai 2004 crée auprès du Président de la République le Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Mission : élaborer et assurer la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité alimentaire.

Activités :

il :
- propose des stratégies, prépare et met en œuvre en rapport avec les départements ministériels concernés, les mesures visant à assurer une pleine couverture des besoins alimentaires du pays ;
- veille à la constitution et à la reconstitution et à la bonne gestion du stock national de sécurité et des banques de céréales ;
- procède à l'analyse des perspectives alimentaires résultant de la campagne agricole et à l'identification des zones sinistrées ou déficitaires ;
- planifie, coordonne et contrôle les opérations de distribution de vivres dans les zones sinistrées ;
- élabore et met en œuvre, en rapport avec les structures publiques et privées concernées, les mesures d'organisation des marchés céréaliers et de modernisation des circuits de distribution des denrées alimentaires ;
- veille à l'information des consommateurs notamment sur les prix et sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des denrées alimentaires.

Services et organismes rattachés

- Direction Nationale des Projets PAM (DNPP)
- Projet de Sécurité Alimentaire et des Revenus dans la Région de Kidal (PSARK)
- Programme Special de Sécurité Alimentaire (PSSA/FAO)
- Programme d'Appui à la Valorisation et à la Commercialisation des Produits Agricoles (PAVCOPA)
- Agence pour la Promotion des Filières Agricoles (APROFA)
- Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire au Mali (PROMISAM)
- Programme de Restructuration du Marché Agricole (PRMC)
- Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)
- Observatoire du Marché Agricole (OMA)
- Système d'Alerte Précoce (SAP)

Le Centre de documentation sur la sécurité alimentaire est un outil d'information à votre service

Téléphone : (223) 229 15 36
Fax : (223) 229 85 73
Ecrire au CSA

©2005 CSA

Développé avec l'appui technique du PROMISAM grâce au financement de l'USAID/Mali

Haut

Actualités

Lancement du site web du Commissariat à la Sécurité Alimentaire par Son Excellence le président de la République (08 août 2005)

Lancement par Son Excellence le Président de la République de la seconde étape de l'opération de 178 banques de céréales constituées de 3000 tonnes de céréales dans 160 communes dans les régions et 18 associations dans le District de Bamako (08 août 2005)

Remise de chèque de 100 millions de francs CFA par la CEDEAO pour renforcer les efforts de lutte contre l'insécurité alimentaire dans certaines localités

Appui financier de l'UEMOA à travers la remise d'un chèque de 75 millions de francs CFA

Table ronde sur le PNSA (1er juillet 2005)

Mise à disposition de certaines associations paysannes de 100 tonnes d'urée et de 100 tonnes de DAP (juillet 2005)

Remise d'un chèque de 5 millions au CSA par la SONATAM dans le cadre de l'appui aux populations touchées par le péril acridien et la mauvaise pluviométrie (21 juillet 2005)

Missions de suivi des opérations de distributions gratuites (29 mai - 11 juin 2005)

Session de formation du Service de Communication-Information à la création de page Web, Ségou, 23-29 mai 2005

Signature de la convention d'aide entre la France et le Mali, Bamako, 20 mai 2005

Conférence mondiale sur la sécurité alimentaire, Rome, FAO (en savoir plus)

Table ronde sur le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA), Bamako, 18 mai 2005 (en savoir plus)

Réunion du Comité National de sécurité alimentaire, Bamako, 5 mai 2005 (en savoir plus)

Présidence de la République du Mali

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Présentation du Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire est dirigé par un Commissaire assisté d'un adjoint.
Il comprend 3 départements et 2 services.

Commissaire : Mme LANSRY Nana Yaya Haïdara
Commissaire adjoint : Yaya TAMBOURA

Secrétariat : Mes LY Mariam Kanouté, DIARRA Kadiatou Diallo et Mlle Aminata MAKANGUILE

Département Promotion des Echanges (DPE) :

chargé de :
• Elaborer et mettre en œuvre les mesures d'organisation des marchés céréaliers et autres marchés de produits agricoles et de modernisation des circuits de distribution des denrées alimentaires ;
• Promouvoir les échanges entre zones de production et zones de consommation et entre zones excédentaires et zones déficitaires ;
• Participer à l'élaboration et au suivi de l'application des mesures visant à réguler les marchés et les prix des denrées alimentaires.

Chef du département : Mme DICKO Bassa DIANE
Chargé de programme : Tagalifi MAÏGA

Département Production, Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (DPPGCA) :

chargé de :
• Suivre la campagne agricole et participer à l'évaluation de la production nationale ;
• Veiller à la constitution, à la reconstitution et à la bonne gestion du stock national de sécurité ;
• Veiller à la constitution et au suivi des banques de céréales ;
• Coordonner et contrôler les opérations d'approvisionnement et de distribution de vivres dans les zones déficitaires et sinistrées.

Chef du département : Bakary KONE
Chargé de programme : Samba DOLLO

Département Planification et Suivi (DPS) :

chargé de :
• Elaborer les stratégies de sécurité alimentaire ;
• Suivre l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et projets de sécurité alimentaire ;
• Mettre en place une base de données sur la sécurité alimentaire ;
• Assurer le suivi de la situation alimentaire et de proposer les mesures et actions appropriées ;
• Coordonner et appuyer les activités de formation dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Chef du département : Bréhima SANGARE
Chargé de programme : Bandiougou CAMARA
Chargé de programme : Mme DIALLO Aïssata Traoré

Service de Communication et de l'Information (SCI) :

chargé de :
• Elaborer et mettre en œuvre le programme d'information, d'éducation et de communication sur la sécurité alimentaire ;
• Assurer les relations publiques du Commissariat et les relations avec la presse ;
• Mettre en place et assurer la gestion du centre de documentation et du site Web du Commissariat.

Chef de service : Mme Tenimba MONEKATA
Assistant : Mamadou CAMARA
Chargé de programme documentation/
gestionnaire page web : Ibrahima DJIRE

Service Administratif et Financier (SAF) :

Il assure en rapport avec la Direction Administrative et Financière de la Présidence de la République, l'élaboration et l'exécution du budget ainsi que la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Chef de service : Ménidjou DOLO

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire est représenté, s'il en est besoin, dans la Région par un Délégué régional ou dans le Cercle par un Chef d'antenne

Cadre Institutionnel de Gestion de la Sécurité Alimentaire

il comprend :
• Le Conseil National de la Sécurité Alimentaire (CNSA) ;
• Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) ;
• Le Comité Technique de Coordination des Politiques de Sécurité Alimentaire (CT/CP/SA) ;
• Le Comité Régional de Sécurité Alimentaire (Région) (CRSA) ;
• Le Comité Local de Sécurité Alimentaire (Cercle) (CLSA) ;
• Le Comité Communal de Sécurité Alimentaire (Commune) (CCSA).

Téléphone : 229 15 36
Fax : 229 85 73
Ecrire au CSA

©2005 CSA

Haut

En bref

- Tenue du 2ème Conseil National de Sécurité Alimentaire le 20 octobre 2005 à Bamako
- Décoration de Mme la Commissaire à la Sécurité Alimentaire par le Directeur général de la FAO en reconnaissance des efforts qu'elle mène pour l'atteinte de la sécurité alimentaire au Mali
- Célébration le 16 octobre 2005 de la 24ème Journée Mondiale de l'Alimentation à Dioila sur le thème : "Agriculture pour le dialogue des cultures"
- Lancement de l'Aide Alimentaire d'Urgence du PAM International (EMOP/10400-0) au titre de l'année 2005 à Banamba le jeudi 13 octobre 2005
- Imperial Tobacco Group a remis jeudi 29 septembre 2005, 20 millions FCFA équivalent d'un don de 120 tonnes de maïs en vue de créer environ 42 banques de céréales supplémentaires dans 7 régions nécéssiteuses

Présidence de la République du Mali

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Activités du Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Distributions alimentaires gratuites :

- Distribution Alimentaire Gratuite de 9.146 T de céréales dans 83 communes en novembre/décembre 2004, suivie d'évaluations interne et externe ;
- Lancement de la deuxième phase en mars 2005 des distributions alimentaires gratuites aux 101 communes les plus touchées par l'invasion acridienne et la sécheresse. Treize mille cinq cent quatre vingt neuf (13 589) tonnes de céréales sèches (mil-sorgho-maïs) seront distribuées à 1 160 981 personnes identifiées par le Système d'Alerte Précoce dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal, évaluation externe est en cours ;
- Distribution alimentaire gratuite à Nara, Bandiagara, Ténenkou et Goudam par la coopération allemande de 2710 tonnes de céréales ;
- Distribution de 150 Tonnes de céréales par l'Organisation Islamique de Secours International dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal et le District de Bamako ;
- Distribution de 100 tonnes de dattes aux régions de Koulikoro, Mopti, Kayes, Tombouctou, Gao et Kidal (Don du Gouvernement Saoudien).

Installation de banques de céréales :

- Opération test de mise en place d'une ceinture de sécurité alimentaire autour de Bamako : 20 Banques de céréales (pour 390 Tonnes de riz) au profit de 17 Associations féminines dans les quartiers périphériques du District de Bamako où vit une population largement démunie et 03 associations dans la région de Koulikoro en mai - juin 2005. Les quartiers concernés sont : Banconi, Sikoroni et Babiabougou en commune I du district de Bamako ; Taliko, Sébénicoro, Djokoroni Para, Sibiribougou et Lassa en commune IV ainsi que Missabougou, Niamakoro, Sénou et Dianéguéla en commune VI.
  La gestion de ces banques de céréales sera confiée à des associations et coopératives de femmes;
- Deuxième étape de l'opération banques de céréales qui porte sur 3000 tonnes de céréales avec 178 banques dans 160 communes dans les régions et 18 associations dans le District de Bamako. Cette opération concerne :
  - 40 communes de la région de Kayes, 440 tonnes de céréales ;
  - 25 communes de la région de Koulikoro, 585 tonnes de céréales ;
  - 11 communes de la région de Sikasso, 195 tonnes de céréales ;
  - 21 communes de la région de Ségou, 430 tonnes de céréales ;
  - 21 communes de la région de Mopti, 565 tonnes de céréales ;
  - 17 communes de la région de Tombouctou, 310 tonnes de céréales ;
  - 15 communes de la région de Gao, 300 tonnes de céréales ;
  - 8 communes de la région de Kidal, 85 tonnes ;
  - 20 dans le District de Bamako pour 200 tonnes de céréales.

  Soit un total de 3000 tonnes de céréales

Extension des ventes d'intervention de l'OPAM :

- Extension des ventes d'intervention de l'OPAM à 11 nouvelles localités (Nioro, Diéma, Yélimané, Nara, Youwarou, Ténenkou, Douantza, Diré, Goudam, Gourma-Rarhous et Niafunké) pour 5 500 tonnes depuis mars 2005
- Poursuite des ventes d'Intervention de l'OPAM dans les régions de Kayes, Tombouctou, Gao et Kidal. En Juin 2005, 3054,800 tonnes étaient vendues sur 3 000 tonnes prévues : Kayes 126 T 600, Tombouctou 860 T 100, Gao 714 T 500, Ansongo 380T 400, Bourem 273T, Ménaka 537 T400 et Kidal 162T 800 (à 165 F/175 F CFA le kilo) ;
- Vente par offre publique en mai et juin 2005 de 5 000 Tonnes de riz par l'OPAM dans le cadre de la Coopération avec le Gouvernement du Japon : Bamako 858 T450, Kayes 1 000T 50, Mopti 1 000 T 080, Tombouctou 1 000 T 50, Gao 1 000 T 50 ;
- Vente directe de 500 Tonnes de riz à partir de mai-juin 2005 aux populations de Kidal à 250 F le kilo par l'OPAM dans le cadre de la coopération avec le Gouvernement du Japon.

Efforts visant à atténuer les conséquences de l'invasion des criquets et de la mauvaise campagne agricole :

- Evaluation provisoire de la situation alimentaire 2004-2005 et recommandation d'actions par le SAP en octobre 2004;
- Réalisation de missions d'information du CSA dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou sur la situation alimentaire et les dispositions prévues pour l'atténuation des difficultés alimentaires en décembre 2004.

Elles sont renforcées par d'autres mesures en cours d'exécution au niveau du Commissariat à la Sécurité Alimentaire appuyé par ses partenaires. Ces mesures concernent entre autres :

- la reconstitution du Stock National de Sécurité Alimentaire pour 6 693 tonnes de céréales ;
- la mise en place de 5 000 tonnes de riz pour des ventes par Offres Publiques aux opérateurs économiques, coopératives, banques de céréales à Gao, Tombouctou, Mopti, Kayes et Bamako;
- la vente par un opérateur privé aux organisations d'éleveurs à travers les Chambres Régionales d'Agriculture de 10 000 Tonnes d'aliment bétail Huicoma sur 15 000 Tonnes prévues au prix usine carreau de 65 000 F la tonne dans toutes les régions et le District de Bamako dont l'évaluation démarrera à partir du 15 août 2005 ;
- l'assistance agricole d'urgence aux populations vulnérables avec des lots de semences agricoles de saison chaude et des produits vétérinaires (27 150 kg de riz de contre saison chaude, 150 kg de semences maraîchères et des produits vétérinaires composés de 902 boites de divers produits déparasitant et vitamines) et de 456 blocs de sel sur financement de l'Italie à travers la FAO. Les localités bénéficiaires sont : Koulikoro (Nara), Mopti (Ténenkou et Djenné, Douentza), Tombouctou (Commune urbaine de Tombouctou, Niafunké et Goudam) et Gao (Bourem, Ansongo, Ménaka) ;
- l'appui à l'intensification de la culture maraîchère avec 429,5 kg de diverses semences sur financement de la Norvège dans les régions de Koulikoro (Nara), Mopti (Téninkou et Bandiagara), Tombouctou (Diré et Goudam) et Gao (périphéries de Gao) en décembre 2004 et Janvier 2005 ;
- l'appui en pierre à lécher, en produits vétérinaires, semences maraîchères et en riz de contre saison ;
- l'appui en semences maraîchères pour 31 793 dollars ;
- l'appui en semences (mil, sorgho, paddy, arachide et niébé) et en engrais ;
- l'appui en semences maraîchères et en riz de contre saison ;
- l'appui aux travaux à haute intensité de main-d'œuvre avec des vivres ;
- l'achèvement de l'aménagement de 10 petits périmètres irrigués villageois (PPIV) dans les cercles de Gao et Bourem ;
- le démarrage des opérations pour la réalisation de 7 petits périmètres irrigués villageois dont 5 dans la région de Mopti et 2 dans celle de Tombouctou ;
- la recommandation depuis mars 2005 pour l'importation de riz par des opérateurs économiques avec des facilités en vue d'améliorer l'état d'approvisionnement des marchés céréaliers : importation en cours de 60 000 tonnes de riz ;
- la préparation et l'envoi de plus de 20 requêtes de financement aux partenaires ;
- la finalisation du Plan de Réponse aux Difficultés Alimentaires ;
- la préparation du Programme National de Sécurité Alimentaire (extension du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire).

Situation des aides reçues au CSA (juillet 2005)

Téléphone : (223) 229 15 36
Fax : (223) 229 85 73
Ecrire au CSA

©2005 CSA

Haut

Présidence de la République du Mali

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Situation alimentaire

voir aussi SAP, OMA, FEWSNET et RESIMAO

SYNTHESE SITUATION ALIMENTAIRE
Synthèse Situation par Région en fin septembre 2005 : Ensemble pays|Kayes|Koulikoro|Sikasso|Ségou|Mopti|Tombouctou|Gao|Kidal
Synthèse Situation par Région en fin août 2005 : Ensemble pays|Kayes|Koulikoro|Sikasso|Ségou|Mopti|Tombouctou|Gao|Kidal
Synthèse Situation par Région en fin juillet 2005 : Ensemble pays|Kayes|Koulikoro|Sikasso|Ségou|Mopti|Tombouctou|Gao|Kidal
Synthèse Situation par Région en fin juin 2005 : Ensemble pays|Kayes|Koulikoro|Sikasso|Ségou|Mopti|Tombouctou|Gao|Kidal
Rappel de la Situation en fin mai 2005
Recommandaions d'action en fin février 2005
Situation marché céréalier : Prix des Produits Agricoles période du 08-14 sep 05|01-07 sep 05|21-27 juil 05|07-17 juil 05|23-29 juin 05|07-17 juin 05|26 mai-1er juin 05|31 mars-6 avr 05

Téléphone : 229 15 36
Fax : 229 85 73
Ecrire au CSA

©2005 CSA

Haut

Présidence de la République du Mali

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Publications

- **Centre de documentation**
  - **Historique:** crée à partir de mai 2005, il a hérité du fonds documentaire du Ministère délégué à la Sécurité Alimentaire. Le centre bénéficie de l'appui financier de l'USAID et de l'assistance technique de Michigan State University (MSU) à travers le Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire au Mali (PROMISAM)

    L'un des trois objectifs opérationnels du PROMISAM est le **développement d'un centre de documentation pour le CSA** qui fournira des informations non seulement au Commissariat mais aussi aux Comités régionaux et locaux de sécurité alimentaire à travers, par exemple, des liens avec les centres locaux d'information communautaires (CLIC)

  - **Mission :** mettre en place un système d'information sur la sécurité alimentaire au Mali à travers la création d'une unité d'information et de documentation et l'élaboration d'une page Web
  - **Produits et services :**
    - Consultation sur place
    - Accès à l'Internet
    - Prêt de documents
    - Diffusion Sélective de l'Information (DSI)
    - Service Questions-Réponses (SQR)
  - **Bases de données :**
    - base de données bibliographiques : base SECU
    - bibliographie no. 1
    - banque d'images
- **Documents disponibles :**
  - *Concepts et notions de SA :*
    - Comprendre la sécurité alimentaire: Un cadre conceptuel pour la programmation
      1. La situation de la sécurité alimentaire au Mali et dans le monde
      2. Pourquoi s'intéresser à la sécurité alimentaire
      3. Comment utiliser la sécurité alimentaire comme cadre conceptuel de planification?
  - *Plans et programmes de SA :*
    - Programme d'activités 3ème trimestre 2005 Commissariat à la Sécurité Alimentaire
    - Plan national de réponse aux difficultes alimentaires. juin 2005
    - Note de synthese sur la stratégie nationale de sécurité alimentaire au Mali
    - Programme d'action du gouvernement 2005 pour le domaine du secteur agricole : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
    - Note de présentation du plan national de réponse aux difficultés alimentaires
    - Plan d'opération du PRMC 2005
    - Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) de la période 2006-2015 1ère phase quibquénale (2006-2010)
    - Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) 1ère phase quinquénale 2006-2010 (présentation powerpoint)
  - *Rapports de missions :*
    - Mission Conjointe OMA/PROMISAM de Prospection des Marchés Céréaliers 8 au 12 Avril 2005
    - Rapport de synthèse des missions d'évaluation interne des distributions alimentaires gratuites dans les 83 communes bénéficiaires (Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti et Tombouctou)
  - *Conférences et réunions :*
    - Consultation sur le financement du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA), Hotel - El Farouk (Bamako, 1er juillet 2005)
    - Conference régionale sur la situation agricole et alimentaire et les opportunites d'échange dans le sahel et afrique de l'ouest
    - Situation alimentaire et réponses aux difficultés alimentaires des personnes et des animaux : campagne agricole 2004-2005
    - Compte rendu de la réunion du Comité Technique de coordination des politiques de sécurité alimentaire, Bamako, le 9 mars 2005

  Rapport sur l'évolution de l'hivernage 2005 au Mali : septembre | août | juillet | juin | mai

Contact : Ecrire au Responsable Centre de Documentation

Téléphone : 229 15 36
Fax : 229 85 73
Ecrire au CSA

©2005 CSA

Haut

Présidence de la République du Mali

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Liens

- CLIC Mali : Les Centres Locaux d'Information et de Communication
- FSIP : Portail d'Information pour la Sécurité Alimentaire et les Politiques Alimentaires pour l'Afrique
- OMA : Observatoire du Marche Agricole
- RESIMAO : Réseau Des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest
- SAP : Système d'Alerte Précoce
- FEWS NET

- Formation
  - Ressources de Gestion
  - Aide au Niveau des Logiciels
  - Outils de Recherche sur le Web
  - Rédaction de propositions et sources de financement
  - Word XP : Cours d'introduction, Cahier d'exercices
  - Excel XP : Cours d'introduction, Cahier d'exercices
  - Cours d'introduction à Internet, Windows 98, Word 2000, Excel
  - Manuel de formation des agents des ULCD en Microsoft Word 2000. Moulaye Ely Diarra. Bamako 2002

Téléphone : 229 15 36
Fax : 229 85 73
Ecrire au CSA

©2005 CSA

Haut

Présidence de la République du Mali

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Partenaires Pays/ONG et Associations du Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Partenaires Pays	
Allemagne : GTZ	PAM
Autriche	Pays-Bas
Belgique	République Arabe d'Egypte
Canada	Royaume d'Arabie Saoudite
Les Etats-Unis d'Amérique : USAID	Royaume-Uni
France : l'Agence Française de Développement	Russie
Japon	Suisse
Norvège	Union-Européenne : EUROPA

Partenaires ONG/Associations	
AMPSAF/ONG-BOUCTON	Association Internationale pour le Développement de l'Afrique (AID-Afrique)
Association d'Appui au Développement à la Base (ADABA)	Association pour le Développement et la Promotion des activités Féminines (ADEPAF)
Alliance au Mali pour l'Environnement (AMEN)	REMADEV
Eurosid-Mali	Association d'Aide et d'Appui aux Groupements (3 AG)
Appui au Développement et à la Promotion de l'Initiative à la Base (ADPIB/ON)	Réseau des Jeunes pour la Recherche Appliquée et le Développement (ONG-RJAD)
Centre Sahélien de Prestation d'Etudes, d'Eco-développement et de Démocratie Appliquée	Assistance-Reconversion Développement
Association Malienne pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant (AMAPROFE)	Croix Rouge Malienne
Asociation Relevons les Défis (RDF)	Association d'Appui aux Actions de Développement Rural (ADR)
Association pour le Développement Econo- et Social (Binga ADES)	

Téléphone : 229 15 36
Fax : 229 85 73
Ecrire au CSA

©2005 CSA

Haut